



## EDITO

Depuis des jours, la Guadeloupe, et maintenant la Martinique, sont en grève générale, contre le pass sanitaire. Ils font face à une répression terrible et nous les assurons de tout notre soutien ! Plus près de nous, l'usine Lu de Vervins dans l'Aisne est à l'arrêt ce jeudi 25, suite à l'appel à la grève de la CGT sur les salaires. XPO sera en grève le 13 décembre sur les salaires, à l'appel de la CGT en lien avec une intersyndicale large. Les Courriers Automobiles Picards étaient en grève ce lundi, à Abbeville et Amiens. Aux côtés de comités contre la fermeture des hôpitaux, que Véran poursuit et aggrave, la CGT Santé ira le 4/12 au Ministère, chercher satisfaction pour les lits, les postes, les hôpitaux dont nous avons besoin !

Ils ont raison ! Les sages femmes en lutte viennent d'arracher des augmentations de salaire au terme du plus d'un mois de mobilisation. C'est par la lutte, en unissant les salariés sur leurs revendications, que nous serons en mesure d'obtenir une réponse aux besoins de l'immense majorité.

En pleine crise sanitaire, le nombre de milliardaires a augmenté de 13,9 % ! Des profits records ont été faits dans des entreprises qui ont licencié, touché de l'argent public. Des salariés d'entreprises sous-traitantes, comme à Airbus, se sont retrouvés embauchés comme intérimaires... Pour faire le travail qu'ils faisaient en CDI.

D'autres subissent de plein fouet la baisse massive des indemnités chômage, plongeant des foyers entiers dans la misère. Jusqu'au bout, le gouvernement Macron continue les contre réformes. Mais il se sait touché de plein fouet par le rejet de sa politique, et doit renoncer temporairement à porter le fer sur la destruction de nos régimes de retraites en 2021. Tout augmente : les prix du Gaz, de l'électricité, des carburants, les profits du CAC 40... Mais ni les salaires ni les pensions n'augmentent !

Alors oui les nombreuses grèves qui parsèment nos entreprises sont légitimes, plus que jamais. C'est en discutant avec les salariés, en dressant avec eux les revendications et en décidant là où on le peut, la grève et la mobilisation, qu'on ouvrira une issue pour l'immense majorité de la population. Au moment où certains aimeraient voir le syndicalisme mis en pause à la veille des présidentielles, au contraire nous affirmons nos revendications, et devons poser la question de la lutte, pour obtenir satisfaction.

Kévin CREPIN, SG UD CGT 80



Bonnes fêtes de fin d'année  
à toutes et tous !



LE LIEN PICARD N° 40



Journal trimestriel  
du Comité Régional CGT Picardie  
ISSN 2112-3802

PRIX : 0,50 €  
N° CPPAP : 0721 S 08349

Directrice de la publication :  
Frédérique LANDAS

Chargée de communication :  
Céline BRIDOUX

Imprimé par Polyservices - Beauvais

**CESER  
HAUTS-DE-FRANCE**

PAGES 2 ET 3

**QUALITÉ  
DE VIE  
SYNDICALE**

PAGES 4 ET 5

**FOCUS ÉCO**

PAGE 6

**LUTTES  
EN  
PICARDIE**

PAGE 7

**ACTIVITÉS  
SOCIALES ET  
CULTURELLES**

PAGE 8

Pour nous joindre : **Comité régional CGT Picardie** - 39, rue Chabannes - 80000 AMIENS

Téléphone : 03 22 33 35 00 - E-mail : picardie@cgt.fr - <http://crpicardie.reference-syndicale.fr/> Comité régional CGT Picardie

## Plénière du 28 août, les déclarations du groupe CGT suite à la présentation d'un premier rapport-avis sur la jeunesse et d'un second rapport-avis sur la mobilité en Hauts-De-France.

Réunie en séance plénière le 28 septembre, l'Assemblée du CESER Hauts-de-France a examiné et adopté le rapport-avis « Portrait(s) de la (des) jeunesse(s) en Hauts-de-France ». Ayant participé aux travaux d'élaboration du rapport-avis, les mandataires CGT ont voté favorablement ce document.

**Extrait de la déclaration CGT :** « Mettre en valeur l'expression de jeunes très divers tels que des apprentis, des élèves de l'école de la 2ème chance, des jeunes en formation par alternance, des étudiants, des urbains, des ruraux, etc. et porter leurs problématiques concrètes présente le plus grand intérêt. Assurément cette démarche mérite d'être étendue à d'autres jeunes. Par exemple les jeunes migrants qui du fait des réalités géopolitiques seront toujours plus nombreux, ou encore ceux qui se trouvent dans les établissements médico-sociaux.

...Le groupe CGT note avec satisfaction que le rapport-avis porte la « valorisation de l'expérience », même si elle mériterait encore plus de place et devrait dépasser le cadre unique de l'entreprise. La « culture » de l'entrepreneuriat doit être précédée par celles de la citoyenneté et de l'émancipation. L'orientation d'un jeune ne doit pas être que professionnelle. Il faut lui reconnaître et lui accorder le droit d'hésiter, de se tromper. C'est une condition indispensable pour trouver sa voie et s'épanouir. ...Le groupe CGT apprécie que le rapport n'ait pas épousé les poncifs du « c'est la faute des enseignants et des parents ».



L'action doit prioritairement porter sur le système éducatif au sens large : les manques de moyens et de personnels, les difficultés des familles, les chasseurs d'aubaines financières qui font passer au second plan l'intérêt des jeunes.

...Le rapport casse à raison le stéréotype de la « génération Y » qui a peu de sens au regard des multiples réalités en fonction des origines, des territoires, de situations sociales disparates. »

### Rapport à retrouver sur le site du CESER et déclaration CGT sur le site du comité régional CGT Picardie

<https://ceser.hautsdefrance.fr/rapports/article/portraits-de-la-des-jeunesse-s-en-hauts-de-france-811>

<https://crpicardie.reference-syndicale.fr/2021/11/portraits-de-la-des-jeunesses-en-hauts-de-france/>

Un deuxième rapport-avis était présenté lors de cette séance : « La Mobilité en Hauts-de-France : voir loin, agir maintenant ». Malgré son vote favorable concernant le rapport-avis, le groupe CGT note des désaccords avec le contenu du rapport, pour Jean Marie Masse (responsable du groupe CGT au CESER) "les reproches qui figurent dans la déclaration du groupe sont tout à fait fondés et ont été faits par d'autres organisations en particulier lors du débat avant vote."

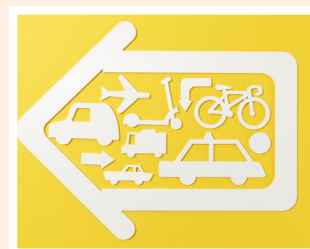
**Extrait de la déclaration CGT :** « Le groupe CGT soutient que la question des transports doit être envisagée avec celle de l'habitat et celle du lieu de travail. Elle doit être intégrée dans un modèle de développement et d'aménagement du territoire comme l'affirme ce rapport. Mais s'agissant des besoins énoncés, ils paraissent trop centrés sur la métropole lilloise et les pôles régionaux, au détriment des territoires « abandonnés », qui se meurent.

Le groupe CGT regrette qu'un énoncé des besoins tenant mieux compte des besoins sociaux ne soit pas réalisé et estime que cela est nécessaire. La « raréfaction des fonds publics » évoquée par les rapporteurs, n'est ni un dogme ni une fatalité ! Les besoins croissants en mobilité, accentués par une métropolisation galopante doivent être satisfaits par une meilleure répartition des fonds publics. Les politiques d'austérité à l'œuvre pres-

surisent la population régionale, augmentent la précarité et la paupérisation.

Une meilleure répartition des fonds publics passe par la conditionnalité des aides publiques, à partir de critères mesurables et atteignables en matière sociale et environnementale.

Le rapport souligne qu'un tiers des déplacements est lié au travail. Mais les usages du salariat ont subi de profondes mutations depuis la crise sanitaire de la Covid-19. Un bouleversement des modes de travail avec l'augmentation considérable du recours au travail à distance est en cours. Le groupe CGT déplore le trop peu de véritables négociations sur le travail à distance. »



### Rapport à retrouver sur le site du CESER et déclaration CGT sur le site du comité régional CGT Picardie

<https://ceser.hautsdefrance.fr/rapports/article/la-mobilite-en-hauts-de-france-voir-loin-agir-maintenant-810>

<https://crpicardie.reference-syndicale.fr/2021/11/rapport-avis-la-mobilite-en-hauts-de-france-voir-loin-agir-maintenant/>



## Un grand merci Guy !

### Petit retour sur le départ festif d'un mandaté CESER

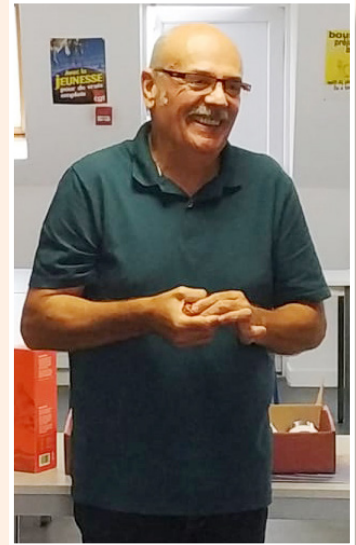
Le 24 septembre s'est tenu à Saint Quentin une réunion du groupe des mandatés CGT au CESER Hauts-de-France. Après les différents points à l'ordre du jour, un temps fut consacré au remerciement pour l'engagement de Guy Fontaine auprès du CESER. En effet, Guy prend une retraite bien méritée après de très nombreuses années de syndicalisme au sein du département, du CESER, etc. Toutefois, Guy tient à conserver un rôle au sein de l'IHS de l'Aisne. Jean-Marie Masse, animateur du groupe CGT au CESER, lui a rendu un vibrant hommage lors du moment convivial du midi, nous en transcrivons quelques passages :

« Après une année 2020 particulièrement éprouvante, Guy a souhaité pouvoir profiter un peu plus de sa récente retraite et être plus disponible pour son épouse et leur famille. En sus des très nombreuses responsabilités syndicales qu'il a assumées, dont celle de secrétaire général de l'Union locale de Saint-Quentin puis de l'Union Départementale des syndicats CGT de l'Aisne, Guy a intégré le CESR de Picardie en juin 1989, avant de connaître le CESER de Picardie, puis jusqu'au début de l'année le CESER Hauts-de-France... Je pense que vous conviendrez avec moi de son assiduité et de la rigueur de son travail au sein du groupe et de l'institution, ainsi que de la pertinence de ses interventions, toujours dans le respect de chacun.

Tu as le souci du bien-être de chacune et de chacun. Tu as bien compris que la CGT puise sa richesse avant tout dans son organisation de femmes et d'hommes, avec leurs qualités, leurs défauts, leurs souffrances, leurs succès, leurs échecs, leurs joies.

*Sens du collectif, travail, culture, lutte, esprit d'analyse et de synthèse, grande expérience, camaraderie, humilité : le tout mis au service du groupe des mandaté-e-s au CESER Hauts-de-France, de la CGT et des travailleurs.*

*Un grand merci Guy ! Ton épouse Teresa est associée à ces remerciements. Bon nombre de Camarades comme Guy ont pu mener à bien leurs mandats et leurs responsabilités grâce à la compréhension et au soutien de leur compagne ou compagnon.»*



**Aurélien Jan, successeur de Guy Fontaine, vous sera présenté lors du prochain numéro.**

## la VieOuvrière

Pour être au rendez-vous  
des luttes 2022



AGENDAS  
ENGAGÉS  
Papier issu  
de forêts gérées  
durablement  
Encres végétales

## L'agenda des syndiqués CGT

- ⊕ Une couverture élégante et résistante
- ⊕ Les grandes dates syndicales
- ⊕ Des espaces pour vos notes
- ⊕ Toutes les coordonnées CGT

OFFRE SPÉCIALE

-10%

À partir de 10 articles  
d'une même référence

la  
cgt

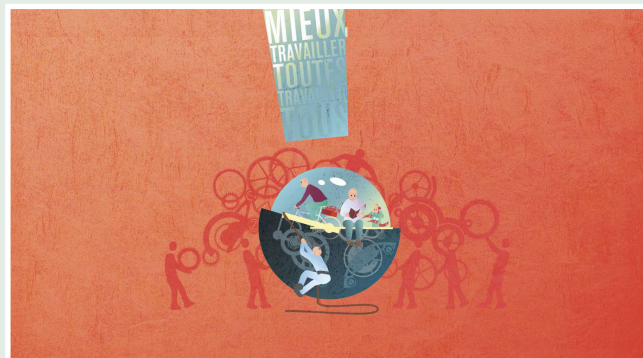
Commandez dès maintenant sur  
**[nvoboutique.fr](http://nvoboutique.fr)**

# Les campagnes de la CGT ouvrent le débat avec les salarié.e.s et permettent d'engager le rapport de force !

### Campagne pour la réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires :

En cette année électorale qui se profile, la CGT compte bien imposer le débat sur la réduction du temps de travail et le passage aux 32 heures, initialement lancé il y a 7 ans la campagne revient sur le devant de la scène, s'inscrivant dans une tendance européenne. Cette diminution du temps de travail instaurée par la loi devrait s'accompagner selon la CGT d'une augmentation du taux salarial horaire et d'une obligation de création d'emplois. Alors que 3,7 millions de chômeurs sont sans activité, ce dispositif pourrait générer 2 millions d'embauches supplémentaires dans le privé et le public.

La question du pouvoir d'achat, « du reste à vivre » est crucial en cette fin d'année difficile pour beaucoup de salariés. Oui il est possible d'augmenter les salaires ! C'est une bataille idéologique complexe pour déconstruire les idées reçues sur les salaires, la CGT met à disposition des outils à destination des militants pour faire grandir le rapport de forces sur la question des hausses de salaires.



Retrouvez toutes ces campagnes  
sur le site de la confédé :

[CGT.fr](http://CGT.fr)

### Congrès UD CGT Somme

Les 25 et 26 novembre ont été réunis à Amiens les 83 délégués au 35<sup>ème</sup> congrès de l'UD CGT de la Somme. Celui-ci s'est déroulé dans une ambiance sereine et combative. À une très large majorité, le rapport d'activité et le débat d'orientation ont été approuvés par les congressistes. Les discussions se sont engagées autour des luttes en cours, (Leroy Merlin, XPO etc.) mais aussi un retour sur ces deux années COVID qui ont compliqué la tâche pour les militants. Malgré cela, on constate que 17% des adhésions ont moins de 3 ans sur notre département. La feuille de route pour les 3 ans à venir est claire: améliorer la vie syndicale de l'UD, renforcer les collectifs, avancer sur le plan de syndicalisation. Autre élément essentiel : la formation. Il est impératif de faire remonter les besoins en matière de formation car c'est un élément indispensable dans le parcours du/de la syndiqué.e.

Un hommage aux camarades disparus a été rendu à l'ouverture du deuxième jour. Les statuts de l'UD ont fait l'objet de débats ainsi que la carte des UL, notamment la fusion entre l'UL de Flixecourt et l'UL ZI Amiens (future UL



vallée de la Nièvre). Ce nouveau découpage territorial permettra avec les forces en présence une reconquête en matière d'élections dans les entreprises. Un gros travail à faire en matière de revendications, de syndicalisations, dans cette zone où travaillent un grand nombre d'aides à domicile.

Pour mettre en œuvre ces orientations, 38 camarades sont élus à la nouvelle Direction de l'UD. Kevin Crépin est réélu Secrétaire Général ainsi que Sandra Giacomini en tant que Responsable à la Politique Financière, tous deux à l'unanimité des voix des syndicats. Une CE d'UD avec pour la première fois, une majorité de femme.



## Ça bouge chez les Métallos picards !

**Depuis septembre la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie, les UD, les syndicats de la métallurgie et le comité régional CGT Picardie se mobilisent pour la construction d'une activité syndicale de la métallurgie dans la région, d'une part pour répondre à un besoin sur notre territoire, d'autre part en vue de la préparation de la première conférence régionale CGT Métallurgie Hauts-De-France et du congrès fédéral à venir.**

Le 1<sup>er</sup> septembre une réunion en comité restreint s'est tenue à Amiens afin d'étudier la mise en place d'un réseau et d'une vie syndicale des syndicats de la métallurgie en Picardie (1521 adhérents). Cette réunion visait à traiter les questions de vie syndicale et la préparation du congrès fédéral qui se tiendra du 31 janvier au 4 février 2022, mais aussi la journée d'action et de manifestation nationale du 25 novembre devant l'UIMM à Paris.

Suite à cette réunion, une conférence régionale était programmée le 27 octobre, environ 35 camarades ont répondu présent à cette initiative. L'objectif était de travailler à la construction d'une activité syndicale de la métallurgie dans la région, basée sur les enjeux industriels et les droits des salariés.

Après un rapide tour de table, les camarades sont entrés dans le vif du sujet, pointant le fait que « la non organisation des métallos » posait problème lors des luttes passées et en cours... Il est impératif de se structurer au niveau local pour permettre une efficacité plus accrue de nos actions, « être plus forts ensemble », « notre force c'est le collectif, à nous de créer les outils qui donnent cette force ».

Aziz Bouabdellah, secrétaire fédéral, insiste sur ce point également : « Le rôle fondamental de la CGT pour la préservation des conquêtes passe par une organisation structurée... Une branche organisée en territoire c'est une interpro plus forte ». La constitution d'USTM (Union des Syndicats des Travailleurs de la Métallurgie) dans les 3 départements est mise au débat, la fédé est prête à aider pour la structuration locale. Ensuite il serait souhaitable d'établir une coordination au niveau de la région et la tenue d'une conférence régionale

pour statuer sur la région Hauts-De-France (seule région non-unie au niveau fédéral).

Les camarades ont poursuivi le débat autour de la question de la structuration par département, par bassin de vie, par territoires ? Faut-il un collectif métaux ? Une USTM ? Un constat s'impose dans chaque département : chacun a ses propres freins et limites. Cependant la dynamique est lancée, dans les 3 départements, des AG vont avoir lieu mi-décembre pour se réunir et structurer la métallurgie au niveau local. Une fois lancée, le collectif ou l'USTM aura un plan de syndicalisation à travailler dans chaque entreprise de la métallurgie. Il faudrait une implication et un engagement de chacun des syndicats pour faire des parrainages auprès d'entreprises telles que Tubescia, Cottinet, dans la Somme, dans l'Oise sur Beauvais Méru il y a un noyau d'entreprises de la métallurgie Thalés/Safran... Il y a matière à aller dans ces entreprises pour rencontrer les salariés, aborder ensemble les conditions de travail, les salaires et évoquer notamment la convention collective et son application.

À ce propos les métallos étaient en manifestation à Paris ce 25 novembre pour défendre une convention collective de progrès social, une industrie et des emplois répondant aux besoins du pays. 7000 manifestants, actifs retraités étaient réunis devant le siège de l'UIMM (patrons).



## L'Union Locale CGT de Soissons a tenu son congrès le 19 octobre

Les congressistes ont élu la commission exécutive et celle-ci a reconduit dans leur fonction :

- Sarah Van Treeck Secrétaire Générale
- Olivier Dubreuil en tant que Secrétaire Adjoint.

Le congrès s'est prononcé à l'unanimité sur les orientations suivantes :

- Création d'un syndicat pour les salariés des petites structures et isolés,
- Création d'une association de défense de l'emploi et notamment pour les salariés de BSL,
- Mise en place de bureaux d'embauches dans les secteurs en déficit de candidats comme dans le secteur de la Santé et les services d'aide à domicile.



Les participants réaffirment leur attachement aux valeurs de paix, de solidarité, de fraternité et de laïcité.

L'Union Locale CGT de Soissons, solidaire des salariés de l'entreprise BIPA à Vailly-sur-Aisne tient à saluer leur action et leur ténacité dans la lutte qui leur a permis d'obtenir :

- Une augmentation significative du taux horaire qui leur octroie 50 € net par mois.
- Le paiement des heures supplémentaires au taux en vigueur.

### 15.000 emplois perdus au 1<sup>er</sup> trimestre 2020

Au premier trimestre 2020, la Picardie a perdu 14900 emplois salariés, soit 2,5 % du total des emplois de cette catégorie dans la région. C'est plus que le recul enregistré au niveau des Hauts-de-France et dans le pays (-2,0 % à chaque fois). En volume, cette baisse résulte surtout de celle observée dans les services marchands (-5,5%), là encore beaucoup plus élevée que dans la grande région (-4,2 %) ou dans l'ensemble du territoire national (-3,7%). En Picardie, cela s'explique par la suppression de 9700 emplois d'intérim (-42,9% au premier trimestre 2020), qui représentent à elle seule les deux tiers des pertes picardes d'emplois salariés. Ainsi, près de 10.000 postes de travail ont pu disparaître dans la région en très peu de temps, comme lors de la crise de 2008-2009, sans que cela ne fasse réagir les responsables économiques. La raison est la dispersion de ces emplois et, surtout, que la précarité étant devenue la norme, plus personne n'y porte attention. Le seul signe visible a été l'augmentation des recours à l'aide caritative.

Pour les autres activités, l'évolution de notre région n'est pas très éloignée de la tendance nationale : une baisse un peu plus accentuée pour l'agriculture (-0,8 % sur les trois premiers mois de 2020 contre -0,5 % au plan national) et dans l'industrie (-0,7 % contre -0,4%), un peu moins prononcée pour la construction (0 % contre -0,4%) ou similaire pour les services non marchands (-0,2 % pour les deux).

Au cours de ce trimestre, l'Oise et l'Aisne (respectivement -2,8 % et -2,7 % d'emplois salariés) ont été plus touchés que le département de la Somme (-1,7%), principalement en raison de



l'évolution de l'intérim dans ces départements -47,2 %, -42,8 % contre -37,5 %.

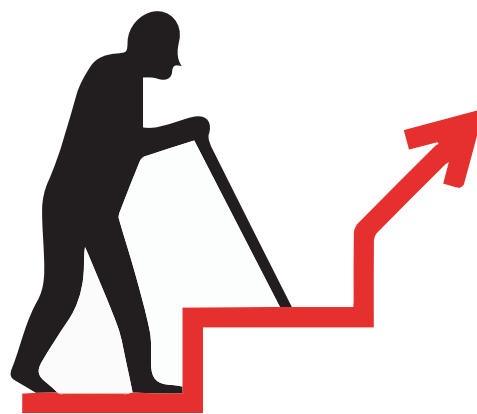
Sur un an, le mauvais premier trimestre 2020 a contribué à accroître la différence entre la Picardie et le reste du pays. La baisse de l'emploi salarié y est de -2,4 % alors qu'elle n'est que de -1,4 % dans le Nord-Pas-de-Calais et de -1,2 % au plan national. Cela confirme que la crise économique en Picardie avait déjà commencé à produire ses effets en Picardie avant celle du Coronavirus.

### Faible espérance de vie

En 2019, l'espérance de vie à la naissance des hommes en France est de 79,7 ans. En Picardie, elle n'est que de 78,7 ans dans l'Oise, de 77,3 ans dans la Somme et de 76,9 ans dans l'Aisne. Cela les situe, parmi les départements français, seulement, respectivement, au 66<sup>e</sup>, 91<sup>e</sup> et 95<sup>e</sup> rangs.

Pour les femmes, l'écart n'est que d'un an pour l'Oise par rapport à la moyenne nationale (84,6 ans contre 85,6 ans) et de 2 ans pour la Somme et l'Aisne (83,7 ans et 83,4 ans). Mais le classement parmi les départements français est encore plus catastrophique : respectivement 79<sup>e</sup>, 98<sup>e</sup> et 99<sup>e</sup> sur 101 !

Cela signifie que les différentes politiques pour combler ce retard ont échoué, tant pour augmenter l'accès aux soins que pour densifier l'offre qui reste une des plus faibles de France. Pourtant on continue à parler du faible recours de la population



picarde à la prévention et aux soins pour expliquer cette mortalité précoce, de « comportements à risques », préférant rejeter la responsabilité de cette situation sur les picards plutôt que sur l'organisation et ses manques du système de santé dans la région !



## 5 octobre, les salaires, préoccupation principale du monde du travail !

Plus de 160 000 salariés, actifs comme retraités (dont 1800 en Picardie), ont exprimé partout en France leur mécontentement face aux choix économiques et sociaux gouvernementaux dictés par le patronat.

Dans chaque territoire et dans de très nombreuses entreprises de tous les secteurs d'activité, comme au sein des différentes administrations, ils ont porté leurs propositions et revendications pour le monde du travail.

La CGT revendique l'augmentation automatique de tous les minima de branche et des pensions dès que le Smic augmente pour qu'aucun minima ne soit inférieur au Smic ! Le débat national doit se porter sur ce qui préoccupe prioritairement le monde du travail : les questions sociales !

Il faut en finir avec les thématiques nauséabondes qui irriguent les plateaux TV et nombre de médias qui ne visent qu'à détourner les débats des véritables enjeux de la période.



## Une première étape victorieuse contre le plan Hercule d'EDF

Le plan Hercule, qui prévoyait d'éclater l'opérateur public EDF en trois entités et d'offrir les pans entiers les plus rentables au privé, a été abandonné. Pour autant la CGT reste vigilante, car ce plan pourrait revenir après la présidentielle. En vingt ans d'ouverture des marchés de l'énergie, les tarifs ont explosé. À titre d'exemple, le prix du gaz a doublé, augmentant de 34 % pour la seule année 2021.

Pour Fabrice COUDOUR secrétaire fédéral de la FNME-CGT « *Le seul moyen de stopper les augmentations de tarifs serait de sortir l'électricité et le gaz de la contrainte des marchés financiers. Organisé en fonction des besoins des usagers et non plus d'intérêts financiers, le service public de l'énergie permettrait également de planifier les besoins de la transition énergétique* ».



## Thés et Infusions 1336

À l'occasion des fêtes de fin d'année, pensez aux cadeaux solidaires, commandez vos thés et infusions 1336 SCOP-TI auprès du Comité régional CGT, large choix de thés bio, en vrac et infusions....

**N'hésitez pas à les recommander autour de vous !**

## Livres

### La révolte de la psychiatrie Les ripostes à la catastrophe gestionnaire

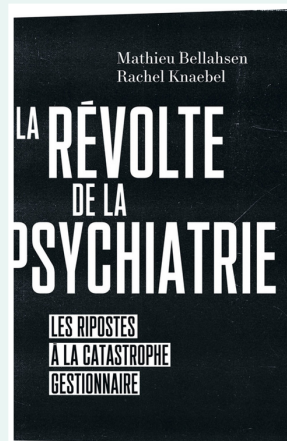
Mathieu BELLAHSEN, Rachel KNAEBEL  
Ed. La Découverte, 2020

Entre grèves et mobilisations multiples, un mouvement social inédit a remué la psychiatrie française en 2018 et s'est poursuivi ensuite, révélant les effets dévastateurs des restrictions budgétaires et de la rationalisation managériale imposées aux soignants et aux soignés depuis trente ans.

Nourri de l'expérience de terrain du psychiatre Mathieu Bellahsen et des enquêtes de la journaliste Rachel Knaebel, cet essai retrace d'abord l'histoire de cette catastrophe gestionnaire. Il montre comment la psychiatrie de secteur, promouvant des soins tournés vers l'émancipation des patients, a été étouffée au profit de la gestion normalisante de la « santé mentale ». Et comment cette évolution a été favorisée par une nouvelle neuropsychiatrie : de l'autisme à la schizophrénie, le patient

comme être humain n'est plus au centre du soin, sont surtout pris en compte les troubles de son cerveau. Ce qui a facilité une attaque en profondeur du service public, cantonné à la gestion des urgences et des plus précaires, au profit d'acteurs privés qui prospèrent sur le marché des prises en charge réputées « scientifiques ».

Mais, partout, les ripostes s'organisent : Mathieu Bellahsen et Rachel Knaebel relatent les combats de professionnels et de patients pour l'introduction de contre-pouvoirs dans l'institution psychiatrique. Ils remettent la question du soin au centre de la société et permettent le maintien de pratiques alternatives, même dans des structures attaquées par la technocratie. Un livre d'espoir pour les familles, les patients et les soignants, qui ouvre les pistes d'un futur émancipateur pour la psychiatrie et la démocratie.



## BON DE COMMANDE

Prénom et nom : \_\_\_\_\_

Adresse postale : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

- Je commande le polar **Quand bave la police...**, au prix de 10 € .  
 Je commande aussi, avec une réduction, le précédent polar, **La cavale de Freddy Mbemba**, au prix de 8 € (au lieu de 10 €)  
 Je règle les frais de port : 6,50 €

	Quantité	Prix unitaire	Total
1 roman ( <i>Quand bave la police</i> )		10 €	
2 romans (+ <i>La cavale de Freddy Mbemba</i> )		18 €	
Port pour envoi par la Poste		6,50 €	
Port gratuit (remise en mains propres)		0 €	
<b>TOTAL de la commande :</b>			

Je demande à recevoir, en plus, gratuitement, une version numérique au format epub à l'adresse email : \_\_\_\_\_@\_\_\_\_\_

J'adresse ce bon de commande :

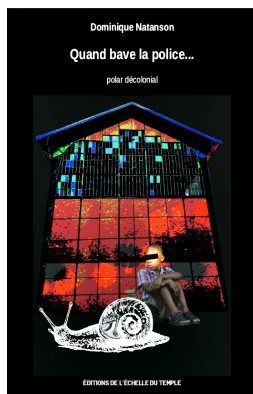
- par courrier à ÉDITIONS DE L'ÉCHELLE DU TEMPLE,  
21 rue de l'Échelle du Temple 02200 Soissons ;  
 par courriel : [editionsdelechedutemple@gmail.com](mailto:editionsdelechedutemple@gmail.com)

### Paiement :

- par chèque à l'ordre de Dominique Natanson, adressé à **Éditions de l'échelle du temple, 21 rue de l'échelle du temple 02200 Soissons**  
 par virement bancaire : **IBAN FR91 3000 2079 4000 00015167 X50**

## 2 polars décoloniaux

de Dominique Natanson

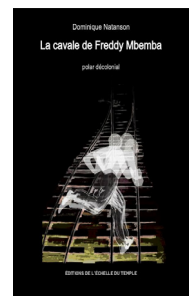


**vient de paraître**

« Les flics, ils ont buté Babacar, mon reuf. Après, ils ont fait la hagra à toute la famille et à toute la cité. Alors c'est pas du juste. C'est pas les droits zhumains, comme elle dit, Aurélie, ma maîtresse du CM2.

Moi, c'est Adama, 10 ans, et, même si je suis trop malin, j'ai pas les réponses à toutes les questions qui me traversent la tête. »

Comment comprendre ce qui est arrivé à Babacar Dyoula ? La famille, les journalistes, et même quelques policiers, enquêtent. Mais la vérité ne progresse qu'avec difficulté, dans une cité qui s'embrase, entre un hangar visité par Adama, une casse automobile louche, une entreprise du bâtiment employant des sans papiers et un camp de Rroms, situé sous les piliers de l'autoroute. L'incompréhension et la colère du petit frère grandissent, tandis que se dissout son enfance, dans le fossé creusé entre l'affichage scolaire d'une République égalitaire et la réalité d'une police qui lui semble protégée, quoi qu'elle fasse.



**paru en 2019**

Freddy Mbemba doit fuir s'il veut échapper à l'expulsion et au retour forcé vers un Congo qui a fait de lui un paria. Jadis enfant-sorcier chassé par sa famille, il peut compter sur sa débrouillardise d'enfant des rues et sur l'appui de femmes et d'hommes investis dans le soutien aux migrants.

Mais la préfecture est furieuse et met toutes les polices à ses trousses. Des activistes identitaires se joignent à la traque et ce ne sont pas des tendres. Les choses se compliquent quand le passeur qui l'a aidé à entrer en France est assassiné sur le parking du Centre d'accueil des réfugiés.